



**Bulletin de Liaison
NSAE
Numéro 44 – octobre 2025**

Éditorial. P2

La condition des femmes et leur engagement dans la société – Conférence. P 3

Le sujet de la femme comme sujet d'exclusivité. P 7

Sarah Mullally, archevêque de Cantorbéry. P8

Situation prérévolutionnaire, urgence théologocopolitique, exigence évangélique.
P.10

Évangile et révolution au festival des Poussières. P12

Ferdinand Buisson : un véritable témoin de Jésus et un guide pour notre action.
P14

Valérie Masson-Delmotte P 15

Gaza avec Ziad Medoukh P.1

Nous sommes aussi l'Église - 68 rue de Babylone 75007 Paris – site : <https://nsae.fr>

Heureux de pouvoir vous retrouver avec notre nouveau Bulletin de Liaison.

Il rend compte de deux interventions encore non publiées concernant notre dernière Assemblée générale :

« Voies des femmes et Voix de femmes ».

Il introduit à la prochaine Assemblée générale, sans révéler plus avant notre réflexion, nous vous proposons différents articles qui nourrissent notre démarche.

Toutefois, déjà, nous pouvons vous indiquer que le collectif ANASTASIS représentant la jeune génération accompagnera nos débats.

Michel HAMON, président

Suite à notre AG 2025, « Voies des femmes et voix de femmes » nous reproduisons ici l'intervention de **Monique Vézinet**.

La condition féminine en France, comme ailleurs, a évolué et continue d'évoluer sous l'effet de deux forces :

– Les conditions matérielles d'existence.

La femme voit la possibilité de s'émanciper à partir de la révolution industrielle qui apporte à la fois progrès technique et généralisation du salariat. La disparition presque intégrale de la nécessité de recourir à des travaux de force fait aussi partie de l'effacement de facteurs physiques qui ne permettaient pas aux femmes de se mesurer aux hommes. Ainsi bien entendu que tous les équipements ménagers et tous les services collectifs de type crèche ou école, qui allègent la charge de travail domestique et parental.

– Les luttes des intéressées, mais aussi la réception de leurs demandes par les hommes. Dès l'origine le féminisme a été affronté à la question de la liaison du combat social et du combat féministe. Pour certaines les droits des femmes étaient naturellement inclus dans les droits des travailleurs. Pour la plupart des socialistes ou des marxistes fin 19e/début 20e, on s'occuperait d'elles quand les luttes, quand la révolution, auraient abouti...

Le féminisme a pris un tournant après la Deuxième Guerre mondiale quand on ne s'est plus contenté d'attendre la réalisation des promesses et que des femmes ont fait entendre des demandes spécifiques qui jusque-là avaient pu apparaître réservées à des privilégiées, des bourgeoises. Dans le même temps, la réflexion de Simone de Beauvoir et de bien d'autres a permis d'attaquer l'idée d'une « nature féminine » par essence.

Si on se place à présent sur le terrain, les acquis et des droits à conquérir :

De l'égalité formelle à l'égalité réelle ?

En France à la faveur des 30 Glorieuses, l'égalité formelle est réalisée avec le libre choix de l'activité professionnelle et l'ouverture d'un compte bancaire par l'épouse acquis en 1965, puis le partage de l'autorité parentale en 1970. Enfin, dans la décennie suivante, ce sont les acquis fondamentaux pour les femmes en matière de contrôle de leur corps.

Égalité professionnelle

L'accès des femmes au monde du travail depuis 50 ans a été massif, mais s'est porté principalement vers le bas de l'échelle sociale, essentiellement dans les emplois d'employées peu qualifiées.

Tous ces emplois féminins du service (sinon du « care ») ont des caractéristiques communes : ils ne sont pas mécanisables ni délocalisables, ils sont très faiblement syndiqués, peu visibles et moins payés.

Et pourtant...

Les filles ont un taux de réussite supérieur à celui des garçons. Plus souvent diplômées que les hommes, les femmes sont aussi bien insérées, mais occupent des emplois de moins bonne qualité et avec un salaire

inférieur de 10 %.

On voit donc que les préjugés sexistes sont en partie intériorisés par les jeunes femmes dans leur orientation et freinent bien leur vie professionnelle dès avant la maternité !

Maternité/parentalité

La parentalité enferme hommes et femmes dans des rôles stéréotypés. Et si le siècle dernier a vu l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, le corollaire logique aurait été d'obtenir un rééquilibrage de l'effort de travail domestique. Au lieu de cela, on a fait croire qu'il ne tenait qu'aux femmes de « tout avoir »... La maternité n'est pas un frein à la carrière, le sexisme l'est en revanche. Or les stéréotypes sexistes se renforcent avec la parentalité : aux mères, l'assignation au foyer, aux pères, le rôle de soutien de famille.

Congés à la naissance (maternité/paternité)

La femme enceinte a l'obligation de ne plus travailler pendant 8 semaines et a le droit de disposer de 16 semaines d'arrêt au total, contre 7 jours obligatoires pour le père et 28 jours d'arrêt au total. Cet écart et les perceptions stéréotypées ont conduit à faire peser sur les femmes l'idée que la parentalité et la grossesse sont un risque pour les employeurs.

Le congé parental : (env. 400 € à temps plein) peut être partagé entre les parents, mais n'a pas été un succès, car son montant est trop faible.

L'arrivée du premier enfant entraînerait une pénalité à long terme de la rémunération annuelle totale des mères de l'ordre de 30 %, alors qu'elle n'impacte pas le revenu salarial des pères

À l'issue des congés maternité et post-maternité, si la loi protège les salariées, dans les faits les discriminations sont courantes : il leur faut encore slalomer entre les risques de discrimination à leur retour ou ceux pour leur carrière ; s'écarter ou être écartées des parcours de promotion en entreprise ; adapter leur temps de travail (pour plus de travail domestique gratuit à la maison)...

Les femmes paient le prix fort de leur maternité et à long terme. Elles sont la réponse gratuite au manque abyssal de places en crèche – 160 000 parents sont sans solution de garde.

L'écart de salaire entre les femmes et les hommes

Dans le secteur privé, les femmes gagnent 22 % de moins que les hommes en moyenne. Elles travaillent plus souvent à temps partiel et dans des métiers moins bien payés. Même en ne comparant que les salaires pour un même temps de travail, les femmes perçoivent encore 14 % de moins que les hommes. À temps de travail et poste équivalents, l'écart de salaire est de 4 %.

Dans la fonction publique, les femmes perçoivent une rémunération en moyenne 10,5 % inférieure à celle des hommes. Comme dans le secteur privé, elles sont sous-représentées parmi les plus hautes rémunérations.

Le travail domestique et parental

Plus les pères ont d'enfants, moins ils consacrent de temps aux tâches domestiques et parentales. De leur côté les mères voient leur temps consacré à ces mêmes tâches décupler. En dehors du temps de travail mesurable, il faut aussi parler de la « charge mentale » propre aux femmes.

L'aidance

Les femmes s'investissent davantage dans l'aidance que les hommes. À la retraite elles se retrouvent souvent dans la précarité.

Les séparations

Aujourd'hui en France, une famille sur quatre est une famille monoparentale, et 84 % d'entre elles ont à leur tête une femme. Si la garde alternée gagne du terrain, la résidence principale des enfants est en grande majorité fixée chez la mère, les pères étant très peu souvent demandeurs de la garde exclusive.

Après la séparation, les pensions alimentaires sont souvent impayées. C'est aux mères de se débrouiller alors qu'elles ont plus de difficultés vis-à-vis de l'emploi : elles sont plus souvent au chômage, subissent plus souvent du temps partiel, sont davantage en CDD.

Les retraites

En 2020, la pension de droit direct des femmes est de 1 154 euros et de 1 931 euros pour les hommes, soit un écart de 40 %. Avec les pensions de réversion, l'écart se ramène à 28 %. En cause d'abord, les inégalités salariales qui s'expliquent par le cumul de plusieurs facteurs : les femmes n'occupent pas les mêmes métiers que les hommes ; elles sont bien plus souvent à temps partiel ; elles bénéficient de moins de primes et leurs déroulements de carrière sont moins avantageux.

En plus des inégalités salariales, les contraintes familiales continuent à jouer en défaveur des femmes. Elles ont du coup des carrières beaucoup plus hachées, avec des temps d'interruption et/ou des temps partiels. Le recul de l'âge de la retraite sera particulièrement difficile pour les senior·es précaires, celles qui attendent l'âge de départ à la retraite au chômage ou en inactivité.

Les aggravations dues aux régimes matrimoniaux et au système fiscal pour les couples

On observe aussi que les écarts de patrimoine se creusent : les femmes sont moins en mesure d'épargner, elles sont moins nombreuses à posséder les logements.

Le bénévolat

À première vue, les femmes et les hommes bénévoles partagent des profils assez similaires : les catégories socioprofessionnelles « cadres » et « professions intermédiaires » y sont surreprésentées.

Il y a la même participation, mais le genre a un effet sur l'engagement bénévole des femmes et des hommes : aux femmes, le social, le caritatif, l'humanitaire et aux hommes, le secteur sportif... Aux femmes, le service, aux hommes, les responsabilités...

L'engagement politique

Sauf de brefs épisodes au cours de la Révolution française et de la Commune, la participation effective des femmes à la vie politique dans notre pays a dû attendre la mise en place d'un droit de vote tardif, il y a tout juste 80 ans.

Or la parité semble à l'arrêt dans la représentation nationale : avec 36,1 % de femmes seulement parmi les députés élus en juin 2024, la diminution de leur représentation (pic à 39 % en 2017) se confirme.

La présence des femmes dans les assemblées est impactée par les règles de scrutin instaurées par plusieurs lois sur la parité votées depuis 2000 qui impose aux partis de présenter 50 % de candidats de chacun des deux sexes. Mais bien sûr on voit que dans les exécutifs la parité n'est pas exigée et que les femmes n'y occupent pas les fonctions les plus importantes.

Discussion sur la parité/le principe de la discrimination positive

Contraire au principe d'universalité, elle devrait être exceptionnelle et temporaire...

En conclusion

Revenons à la question du mouvement, des mouvements féministes actuels et de leurs luttes.

Dans une optique « lutte de classes » appuyée par certains syndicats, il reste un courant qui s'appuie principalement sur les revendications matérielles à satisfaire, sans les détacher d'une perspective globale. Plus récemment il s'est ouvert à la réflexion sur l'écologie et l'avenir de la planète.

En revanche des mouvements plus récents se sont centrés sur la sexualité et le lesbianisme, jusqu'à prôner parfois une sorte de guerre des sexes et même à en venir aux mains avec une fraction de la nébuleuse masculine ou trans « LGBTQI+ ».

Pendant les deux premières décennies du siècle, les courants en question se sont en outre affrontés régulièrement sur deux sujets importants ; le premier concerne la prostitution et la pénalisation des clients. Malgré la loi intervenue en 2016 (dont la validité a été reconnue par la CEDH en 2024), les représentants des « travailleur.e.s du sexe » se font encore entendre, mais la vraie difficulté est dans le trafic international et la misère plutôt que dans le droit à disposer de son corps...

Le second dossier sur lequel s'affrontaient les féminismes est celui du « voile islamique », que ce soit à l'école ou de façon plus large. La question a évolué avec l'arrivée des études intersectionnelles qui désormais associent les discriminations en fonction du sexe, d'une origine en rapport avec la colonisation et de la religion (islamique). Problématique qui a des raisons d'être, mais dont le prolongement dans le « wokisme » victimaire et communautariste ne peut satisfaire des républicains...

Évoquons enfin les problématiques qui dominent l'actualité médiatique aujourd'hui : celles du harcèlement et de la violence subie par les femmes, mais qui – malgré certains excès – a le grand intérêt de questionner la masculinité d'une façon inédite.

Le sujet de la femme comme sujet d'exclusivité

Intervention de Magdala avec qui nous sommes fédérés au sein des Réseaux des Parvis.

Nous avons invité le *Comité de la Jupe* et nous recevons lors de notre Assemblée générale *Magdala*. Les féministes catholiques ont opté fin avril pour un changement de nom, ce nouveau nom semble acter un changement de génération.

Représenté à la tribune par Adeline FERMANIAN, 30 ans, coprésidente de l'association et enseignante-chercheuse en mathématique ; avec elle, Monique PONTIER, enseignante-chercheuse en mathématique à la retraite. Ainsi, deux générations, comme un exemple de transmission générationnelle qui fonctionne, présentent pour notre Assemblée générale.

La coprésidente explique qu'elles ont une diversité d'approches dans le rapport au féminisme comme dans le rapport à la foi. Beaucoup de jeunes arrivent parce que leur lieu de foi classique est devenu invivable en raison du sexisme ambiant, ces femmes viennent chercher « une bouffée de féminisme ». En se mettant sous le patronage de Marie de Magdala, alias Marie-Madeleine, l'association se place aussi dans une attitude plus spirituelle que la génération passée. « Première témoin de la Résurrection, elle incarne les valeurs de l'association : un catholicisme féministe, joyeux et résolument hors des cases ». Cette nouvelle génération veut aussi apparaître plus en marge de l'institution que la précédente.

Elles insistent pour dire ne pas vouloir attendre que l'Église se reforme et « ni partir ni se taire ». Résumant ainsi une tension entre appartenance catholique et dénonciation de l'institution. L'association s'appuie toujours sur un socle commun de départ, l'idée que « le christianisme peut être fondamentalement féministe, qu'il faut relire les textes pour se les réapproprier et faire la critique de l'institution catholique pyramidale et rigide ».

Celles qui ne s'affichaient pas forcément « féministes » au début ont vu arriver une nouvelle génération de femmes, formées à la pensée féministe en plein essor depuis l'explosion du mouvement #MeToo fin 2017.

Elles concluent leur présentation en insistant sur l'importance de rester des communautés ouvertes, dans tous les sens du terme, en recherchant toutes les convergences possibles au sein, en particulier des Réseaux du Parvis pour voir l'Église résolument évoluer et s'inscrire dans le XXI^e siècle.

Sarah Mullally archevêque de Cantorbéry

Cette récente nomination à la tête de l'Église anglicane signe l'évolution nouvelle des femmes en responsabilité.

L'Église anglicane a désormais une femme à sa tête. Évêque de Londres depuis 2018, très active et souvent citée dans l'hebdomadaire anglican *The Church Times*, Sarah Mullally est désormais archevêque de Cantorbéry, la plus haute responsable religieuse de l'Église anglicane d'Angleterre et cheffe spirituelle sur les anglicans du monde entier. Si depuis 2015 des femmes y sont évêques, jamais, en cinq siècles d'existence, une femme n'avait occupé ce poste.

Un collège d'électeurs, hommes et femmes, membres du clergé et laïcs anglicans, élit l'archevêque de Cantorbéry, mais sa nomination doit être approuvée par le souverain, actuellement le roi Charles III, gouverneur suprême de l'Église d'Angleterre. Sarah Mullally deviendra officiellement archevêque de Cantorbéry fin janvier, lors d'une cérémonie à la cathédrale anglicane Saint-Paul de Londres.

Après sa nomination, Sarah Mullally a pris la parole : *« Je suis profondément honorée d'avoir été appelée à servir en tant que 106^e archevêque de Cantorbéry, a-t-elle déclaré. Mon engagement sera de veiller à ce que nous continuions de prendre soin des personnes vulnérables et de favoriser une culture de sécurité et de bien-être pour tous [...] En tant qu'Église, nous avons trop souvent échoué à reconnaître ou à prendre au sérieux les abus de pouvoir sous toutes leurs formes ».*

L'Église anglicane est née en Angleterre au XVI^e siècle d'une scission avec l'Église catholique en raison d'un désaccord entre le roi d'Angleterre et le pape pour des questions d'autorité. Elle se veut à mi-chemin entre catholicisme et protestantisme. À la différence de l'Église catholique romaine, elle ordonne des femmes et ses prêtres peuvent se marier. Les évêques anglicans sont élus par trois chambres, celle des laïcs, celle des prêtres et celle des évêques. Ils doivent obtenir la majorité des voix dans chacune.

La nouvelle archevêque de Cantorbéry, infirmière avant d'être ordonnée prêtre anglicane avait été nommée Chief Nursing Officer pour l'Angleterre en 2009, la plus jeune nommée à ce très important poste. Mariée, elle a deux enfants.

Lors de son installation comme évêque de Londres à la cathédrale Saint-Paul en 2018, Sarah Mullally avait déclaré : *« Laissez-moi vous rassurer : je ne viens pas avec des bombes – ou peut-être pas au sens littéral du terme, en tout cas. Mais je suis consciente qu'en tant que première femme évêque de Londres, je suis nécessairement subversive, et c'est une nécessité que j'entends assumer. »* La référence aux bombes faisait allusion à la campagne des suffragettes qui, il y a 150 ans, cette semaine-là, avaient placé une bombe sous le trône de l'évêque.

Les propos depuis la chaire de Saint-Paul révélaient déjà un aspect important de sa personnalité. Une manière de dire qu'elle se donnait pour tâche de préserver l'unité de l'Église, tout en ne reculant pas à en dénoncer les faiblesses. Et en 2009, alors qu'elle venait d'être nommée Chief Nursing of England, elle disait déjà, lors d'une interview au *Church Times* : *« Les puces sont d'humeur enjouée, agiles, vulnérables et irritantes. Je me vois davantage comme une puce maintenant. »*

Le présent de l'Église d'Angleterre et son futur sont entre les mains de la très révérende Sarah Mullally, 106^e archevêque de Cantorbéry et 1^{re} femme à se voir investie de la plus ancienne charge en Angleterre. Il reste à lui souhaiter bon vent !

L'archevêque de Cantorbéry, évêque le plus ancien de l'Église d'Angleterre, est considéré comme un « instrument de communion » entre les 42 provinces autonomes et interdépendantes qui composent la Communion anglicane, forte de 85 millions de membres. Toutes, y compris l'Église épiscopale d'Amérique, entretiennent des liens historiques avec l'Église d'Angleterre. Cependant, sa sélection fait suite à des mois de délibérations de la Commission des nominations de la Couronne, avec la participation d'anglicans du monde entier.

« En répondant à l'appel du Christ à ce nouveau ministère, je le fais avec le même esprit de service qui m'anime depuis ma conversion à la foi, adolescente », a déclaré Mullally dans une déclaration écrite. « À chaque étape de ce cheminement, tout au long de ma carrière d'infirmière et de mon ministère chrétien, j'ai appris à écouter attentivement les autres [...] Je souhaite, tout simplement, encourager l'Église à continuer de grandir dans sa confiance en l'Évangile, à parler de l'amour que nous trouvons en Jésus-Christ et à laisser celui-ci guider nos actions. Et je me réjouis de partager ce cheminement de foi avec les millions de personnes qui servent Dieu et leurs communautés dans les paroisses de tout le pays et à travers la Communion anglicane mondiale. »

En tant qu'archevêque de Cantorbéry, Sarah Mullally devient le « premier parmi ses pairs » les primats des 41 autres provinces anglicanes [...] L'évêque président de l'Église épiscopale aux États-Unis, Sean Rowe, a décrit Mullally comme « une dirigeante sage et constante, une fervente défenseuse du leadership des femmes dans l'Église, et une évêque qui s'engagera à protéger les personnes vulnérables et les victimes d'abus. »

« J'ai écrit à l'évêque Sarah pour lui adresser mes plus chaleureuses félicitations, à elle, à son mari, Eamonn, et à leur famille, et pour lui dire combien je me réjouis de travailler avec elle lors de la réunion des primats et au sein de la Communion anglicane, a déclaré Rowe. Veuillez vous joindre à moi pour prier pour l'Église d'Angleterre, pour tous les primats et toutes les Églises de la Communion anglicane, et pour l'évêque Sarah en ce moment crucial. »

Claudine Castelnau

Retenez la date de notre prochaine Assemblée générale

Les 27 et 28 juin 2026

à Chevilly-Larue

Vous y serez prochainement invités

Les articles suivants participent à notre réflexion.

Situation prérévolutionnaire, urgence théologopolitique, exigence évangélique

Foucauld Giuliani (Collectif Anastasis)

En 2017, le jeune Emmanuel Macron prenait le pouvoir, porté par l'enthousiasme de larges pans des médias. En jouant la carte de la « start-up nation » et en flattant le désir si moderne de « se faire soi-même » et de « ne dépendre de personne », il sut habilement capter un électorat sociologiquement plutôt varié. Par son extraction sociale, ses diplômes et son parcours professionnel de financier et de haut fonctionnaire, il rassurait la bourgeoisie ; par son image de nouveauté et de dynamisme, il séduisit des couches plus populaires avides de croire aux récits de la méritocratie et de la promotion sociale par le travail. La suppression de l'ISF et la valorisation de l'entrepreneuriat illustraient parfaitement sa stratégie électorale. Opportuniste, Macron profita d'un rejet croissant de la gauche et de la droite de gouvernement, c'est-à-dire des élites politiques traditionnelles assimilées à un ordre socio-économique vermoulu. Huit ans, deux mandats présidentiels et une succession de crises institutionnelles plus tard, il est évident que la promesse de renouveau était illusoire. Loin d'incarner un dépassement des vieilles logiques, Macron les a au contraire synthétisées et renforcées. Son projet politique se résume à une consolidation d'un néolibéralisme incapable de répondre aux exigences de solidarité, de justice fiscale et sociale et de transformation écologique. Il serait certainement puéril de reprocher au président de ne pas avoir vaincu une hydre capitaliste qui se déchaîne aujourd'hui au niveau mondial. Mais une chose est de vaincre, une autre de combattre. Jamais Macron n'engagea le rapport de force avec les classes dominantes pour la raison très simple qu'il ne le voulut jamais, comme en témoigne sa foi non démentie dans la théorie libérale du « ruissellement » de la richesse du haut vers le bas de la société ou son obstination à ne pas rétablir l'ISF. S'il est exagéré de faire de Macron un « Thatcher à la française » – le maintien de politiques redistributives et les mécanismes de solidarité mis en place durant la crise du Covid contredisent cette vision inutilement caricaturale – il est indéniable que son idéologie lui fait croire le capitalisme globalement valable et parfaitement réformable.

Or un système économique qui définit le travail humain comme un simple moyen, le profit financier comme le principal critère de la production et qui encourage les habitudes de consommation les plus pulsionnelles et destructrices est structurellement incapable de répondre aux problèmes de notre époque. Chaque jour le capitalisme démontre qu'il produit la catastrophe climatique, dispose à la guerre du tous contre tous, consolide le triomphe des plus forts sur les plus faibles. De plus, il est clair à quiconque à des yeux pour voir ce qui se met actuellement en place aux États-Unis que ce mode de production et de consommation s'accommode parfaitement des régimes autoritaires. La fable d'un capitalisme qui irait de pair avec le libéralisme politique et les droits individuels est bel et bien morte. [\[1\]](#) Dès lors, l'idée martelée par le camp présidentiel depuis des années selon laquelle il incarnerait la seule alternative crédible à l'extrême droite est mortifère. Le choix ne se situe pas entre lui et une extrême droite autoritaire, raciste, climatosceptique et parfaitement alignée sur les exigences conservatrices des élites économiques. Il se situe entre ces deux propositions inopérantes et une autre voie. Cette autre voie est nécessairement révolutionnaire en ce qu'elle ne peut que vouloir l'abolition du capitalisme au niveau mondial, l'enjeu étant de combiner ce projet au maintien des droits individuels et de la démocratie, c'est-à-dire de réussir là où les régimes communistes du XXe siècle ont échoué.

Penser que nous autres, les chrétiens de France, sommes à la hauteur de la tâche, c'est se voiler la face. Une bonne partie d'entre nous participent à la fascisation politique en cours, désignant « le wokisme » comme ennemi principal à abattre, cédant à l'islamophobie pathologique qui ronge la société, troquant l'exigence de fraternité évangélique contre la chimère de « la grandeur civilisationnelle » (cette dernière attitude est incarnée à la perfection par le parti d'Éric Zemmour, Reconquête). Il y a des raisons théologiques derrière cette impéritie politique.

Décortiquons l'une d'entre elles : la tendance à déduire de la réalité universelle du péché – c'est-à-dire de la possibilité toujours laissée à l'homme de *choisir* le mal – un certain fatalisme politique. Selon cette optique, accepter un monde structurellement injuste, ce serait faire preuve de « réalisme » et refuser « l'utopie », car – le savez-vous, bonnes gens ? – « l'enfer est pavé de bonnes intentions ». Ainsi, considérer le capitalisme comme la fin de l'histoire et s'y soumettre équivaldrait à faire preuve de sagesse et non de pessimisme, de lucidité et non de cynisme. Alors la théologie fait le lit du conservatisme le plus obtus. La conscience du péché conduit pourtant à une position bien différente : la lutte pour les meilleures structures sociales possibles *associée* à la certitude que, même dans le monde le plus égalitaire qui soit, le mal et la souffrance demeureront, car « c'est du dedans, du cœur de l'homme, que sortent les pensées perverses : conduites, vols, meurtres, adultères, cupidités, méchancetés, fraude, débauche, envie, diffamation, orgueil et démesure. » (Mc, 7, 21-22) Jamais le Christ ne prend prétexte du péché humain individuel pour justifier un ordre social insatisfaisant. Au contraire, il tient ensemble la lutte contre les structures d'oppression et l'appel à la conversion toujours inachevée du cœur. En cas contraire, il se serait satisfait de l'ethnisme ou du culte de Mammon ^[2], structures qu'il destitue magnifiquement une fois pour toutes. Dès lors, les chrétiens n'ont pas à être *pour* ou *contre* la révolution sociale, mais à être révolutionnaires d'une manière bien particulière. Le chrétien est un révolutionnaire qui sait que la révolution n'abolira pas le mal, car cette tâche, en définitive, est une œuvre divine et non humaine. Il sait que l'empire du mal excède le périmètre des conditions sociales ; il sait que jamais la révolution ne se substituera au travail de conversion, ce travail exigeant un *dessaisissement* de sa volonté propre au profit de la grâce divine.

Une voie s'ouvre à nous : participer aux élans révolutionnaires de notre temps en se gardant de céder aux tentations dangereuses toujours propres à de tels mouvements (illusion de pureté, essentialisation de l'ennemi, violence mimétique, dogmatisme idéologique...). Parviendrons-nous à une telle hauteur ? Si nous comptons sur nos seules forces pour y parvenir, la réponse est non. La part chrétienne en nous se doit de destituer la part humainement révolutionnaire, dont la part révolutionnaire exige d'être orientée évangéliquement, sinon que vaudra-t-elle ?

Paradoxes chrétiens : la plus grande hauteur s'atteint par la voie de la plus franche humilité, l'action la plus transformatrice émane de la prière la plus intime, l'ambition légitime d'étendre le règne de la communion aux frontières du monde commence par l'acte de s'agenouiller aux pieds de la croix.

Notes :

^[1] Voir sur ce point l'ouvrage passionnant de Arnaud Orain, *Le monde confisqué. Essai sur le capitalisme de finitude (XVIe-XXIe siècle)*, Flammarion, 2025.

^[2] Dans *Urgence évangélique* (Parole et Silence, 2025), nous – collectif Anastasis – avons défendu la thèse selon laquelle le capitalisme réalise en acte le culte de Mammon en cela qu'il nous enchaîne collectivement au processus destructeur de l'accumulation infinie du capital décorrélée de tout progrès social, moral ou spirituel.

Évangile et révolution au festival des Poussières

Joëlle Choissard Chabert. (Collectif Anastasis)

La troisième édition du festival a rassemblé six cent cinquante participants en août dernier autour du thème « Cherchez d'abord le Royaume de Dieu et sa justice ». Avec conférences, ateliers, concerts, théâtre, témoignages, danse. Deux membres de Saint-Merry Hors-les-Murs y étaient.

Un festival vraiment inclusif

Les participants sont pour la plupart des chrétiens engagés, désireux de vivre un temps de convivialité, de réflexion et de prière communautaire, interreligieuse ou personnelle.

Un jeune homme le résumait ainsi : « Là où je suis engagé politiquement, impossible d'évoquer la foi ; quand je me trouve en Église, impossible de parler de mon engagement politique. » Si les 20/35 ans représentent une large majorité, leurs enfants sont nombreux (des espaces, des activités leur sont proposés) et les « cheveux blancs » se comptent en plusieurs dizaines. Chacun est respecté, quels que soient son âge, son orientation sexuelle, son genre ou sa remise en cause, son origine, sa culture, sa sensibilité et sa religion ou son absence de religion.

Les « pas bien vus » de la société, les « mal vus » de l'Église, sont les bienvenus et la chaleur humaine qui règne là, fait du bien.

Une vraie rencontre entre générations

Un grand brun, les mains dans l'eau de vaisselle, salarié d'une grande entreprise décide de démissionner : « mon travail me déplaît ; je veux que mon métier ait un sens, qu'il remette du sens dans ma vie. » Un nouveau papa opte pour un habitat collectif et solidaire, conforme à ses idées morales, mais il hésite : « Si nous devons changer de région ou trouver plus grand à cause de nouveaux enfants, nous récupérerons notre mise, ni moins, ni plus. En revanche, si nous achetons une maison particulière maintenant, même en empruntant beaucoup, elle prendra de la valeur avec le temps. Quand nous devrons changer, en la vendant, nous aurons plus d'argent pour offrir plus de confort à nos enfants... En même temps, j'ai honte de penser ainsi. » Cette jeune femme, enceinte, vient d'épouser un homme d'une dizaine d'années plus âgé qu'elle, déjà papa d'un grand ado et divorcé : « Nous sommes croyants, nous cherchons un prêtre qui accepte de nous accueillir dans l'Église, d'officialiser notre union, de nous bénir. Dans notre coin de pays, aucun n'a accepté. » Et ce fermier qui baissait les bras : « Je passe à l'écologie. Je dois acquérir de nouvelles compétences pour vendre en direct aux consommateurs et transformer mes produits. Mon chiffre d'affaires reste bas, mes revenus indignes. L'Église ne nourrit pas mes espérances, mais, l'espérance, je l'ai au bout du cœur et au bout de mes champs. La terre nous apprend l'humilité, la simplicité, la fragilité. »

Participer au festival des Poussières, c'est rencontrer une génération de jeunes en âge de fonder ou non une famille, d'entrer dans un monde du travail qu'ils veulent sensé, qui se battent pour une société plus égalitaire, plus fraternelle dans un monde où se retisserait l'unité du genre humain. Pour eux, bien au-delà de l'Église institutionnelle qui les attriste, à laquelle ils reprochent ses silences, ses perversions, ses lourdeurs et ses lenteurs, il s'agit de créer une société conforme aux valeurs de l'Évangile. Ce ne sont pas de doux rêveurs. Ils s'affrontent aux réalités et s'y blessent. Anxieux dans un monde âpre, ils ont besoin d'être ensemble, de trouver des lieux où vivre leur foi avec d'autres, en conformité avec leurs valeurs, tout à la fois : croyants, citoyens en lutte pour la justice, parents, travailleurs et bâtisseurs d'avenir.

Apprendre et connaître

D'un dialogue entre un sociologue renommé et une jeune doctorante, à propos des chrétiens de gauche, on revient éclairés sur leur évolution et on comprend mieux leur désir de s'affirmer. D'une rencontre avec un rabbin antisioniste, on trouve des réponses face à ceux qui confondent antisionisme et antisémitisme. D'un atelier sur la lutte chrétienne contre l'extrême droite, on revient plus instruit sur la mainmise de quelques milliardaires sur la presse ou des institutions.

Et que dire du grand nombre d'associations rencontrées ? Anastasis d'abord, d'autres déjà connues : ATD Quart Monde, le café associatif Dorothy, Lutte et contemplation, le Théâtre de l'Opprimé. Et des surprises : Les Journées Paysannes, Les Peuples Veulent, réunion d'organisations du monde entier pour construire un internationalisme par le bas qui se concentre sur les intérêts des peuples et non ceux des États. Par exemple Sudfa-Media produit un petit journal papier sur la guerre au Soudan.



Ferdinand Buisson : un véritable témoin de Jésus et un guide pour notre action

On se rappelle l'intervention du pasteur Christophe Cousinié lors de l'Assemblée générale de 2024 : il nous introduisait à la pensée de Ferdinand Buisson. Gérard Olivier attire aujourd'hui notre attention sur cet homme qui fut, de façon indélébile, à la fois un grand penseur, un grand pédagogue et un grand militant.

Ferdinand Buisson a vécu sous la troisième république, de 1841 à 1932

Un oublié de notre mémoire, un saint laïc, qu'il convient de connaître :

- Il préside les commissions les plus importantes de l'époque :

Celle de l'enseignement,

Celle de la séparation des Églises et de l'État,

Celle du suffrage universel...

- Ce partisan de la proportionnelle et du droit de vote des femmes préside aussi les associations les plus prestigieuses, celles avec lesquelles le pouvoir doit compter.

De la Ligue de l'enseignement

À la Ligue des droits de l'homme

En passant par l'Association nationale des libres-penseurs de France.

- Son action en faveur de la paix lui vaut le prix Nobel en 1927, obtenu conjointement avec l'Allemand Ludwig Quidde. Il fera don de l'argent du prix à une fondation. Il meurt dans sa quatre-vingt-onzième année le 16 février 1932.



« Il y a un déni des risques climatiques, un déni de responsabilité »

L'actualité climatique nous renvoie à l'urgence de nos engagements.

Jeanne Cassard (Reporterre).

Canicules, sécheresses et incendies. Après cet été brûlant, la climatologue Valérie Masson-Delmotte déplore que le gouvernement se cantonne à de la gestion de crise. « On n'a aucun cap au-delà de 2030 », résume-t-elle.

Il a démarré par une [canicule exceptionnellement précoce](#) et s'est terminé par des cumuls inédits de pluie dans le sud-est du pays. Entre les deux, une seconde canicule, des [incendies dévastateurs](#) et un déficit de précipitations entraînant [45 départements en crise de sécheresse](#).

[Valérie Masson-Delmotte](#), paléoclimatologue, membre du Haut Conseil pour le climat et ancienne coprésidente du groupe 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), prévient : cet été nous donne un avant-goût de ce que sera le climat dans quelques décennies.

Quel regard portez-vous sur l'été que nous venons de vivre ?

Au-delà de la succession de canicules, sécheresses, incendies et pluies diluviennes, je retiens surtout une grande inquiétude. Lors de mes vacances en Lozère et en Bretagne, j'ai échangé avec des personnes au hasard, dont des éleveurs touchés par la sécheresse. Lorsque je leur disais que j'étais climatologue, ils me demandaient à quoi ressembleront nos étés dans vingt-cinq ans. Dans une France à +2,7 °C par rapport à l'ère préindustrielle, scénario vers lequel nous nous dirigeons en 2050, [des records de chaleur jusqu'à 50 °C seront possibles](#), l'été que nous venons de vivre sera la norme. D'ici 2100 dans une France à +4 °C, le nombre de jours de vagues de chaleur serait multiplié par dix, entre mi-mai et fin septembre.

À chaque fois, je voyais la gravité dans les yeux de mes interlocuteurs et ils me posaient la même question : comment fera-t-on ? C'est là tout le problème, j'ai été frappée par le décalage entre cette grande inquiétude et l'absence de cap politique pour y répondre.

Les gouvernants ne sont pas à la hauteur de l'urgence...

L'été 2025 nous montre à quel point nous ne sommes pas prêts pour faire face au dérèglement climatique. On n'est pas assez dans l'adaptation : la publication de la [programmation pluriannuelle de l'énergie a été encore repoussée](#), on ne sait pas quand sortira la stratégie nationale bas carbone et le plan national d'adaptation au [changement climatique n'est pas accompagné de financements suffisants](#).

On reste dans la gestion de crise, sortant d'une crise avant de passer à la suivante avec des dégâts humains et matériels toujours plus importants. C'était pourtant l'un des messages clés du [rapport du Haut Conseil pour le climat](#) publié début juillet, il rappelait que le coût de l'inaction climatique est nettement supérieur aux investissements nécessaires pour atteindre la neutralité carbone.

Parallèlement, [le rythme de baisse des émissions a fortement ralenti](#) depuis 2023. Les dernières estimations du Carbon Monitor suggèrent [une hausse des émissions en France sur le premier semestre 2025](#) par rapport à la même période l'an dernier. C'est lamentable compte tenu de notre responsabilité historique, de notre niveau de richesse et donc de notre capacité à agir.

Entre l'instabilité politique avec la chute annoncée du gouvernement Bayrou et la rigueur budgétaire, le pilotage de la transition écologique ne semble pas être la priorité du moment...

C'est extrêmement préoccupant, un gouvernement sur la sellette ne peut pas proposer un cap clair sur le sujet. Depuis la dissolution, le manque de stabilité des différents gouvernements ne permet pas d'avoir une réponse politique à la hauteur des enjeux. On se retrouve avec des politiques publiques qui changent tous les trois mois, il y a sans cesse des tergiversations. L'instabilité des dispositifs comme MaPrimRénov' envoie un signal flou aux ménages qui ont besoin de lisibilité. Dix ans après l'Accord de Paris sur le climat, on n'a aucun cap au-delà de 2030. À cause de ce manque de constance, on se retrouve dans une situation budgétaire complexe qui n'arrange rien.

« Il y a un déni des risques climatiques, un déni de responsabilité »

Ces difficultés pour dégager un cap clair et financer les investissements nécessaires nourrissent un sentiment d'impuissance. Il y a un déni des risques climatiques, un déni de responsabilité, un déni de capacité à agir.

Comment sortir de ce déni ?

Je suis climatologue, pas spécialiste en sciences politiques, mais ce que je peux dire, c'est que la délibération est un levier essentiel. Je crois qu'il est encore possible d'obtenir des consensus sur des sujets d'intérêt général. Si le personnel politique n'arrive pas à se mettre d'accord, on a vu que cela pouvait fonctionner avec des citoyens. La [Convention citoyenne pour le climat](#) a montré que des citoyens d'horizons différents peuvent s'accorder sur des points d'intérêts communs. C'est essentiel d'avoir ce genre de délibérations pour avoir une adaptation juste socialement, en tenant compte des vulnérabilités de chacun, puisque les conséquences du dérèglement climatique ne touchent pas tout le monde de la même manière.

Les difficultés démocratiques que connaissent notre pays en ce moment et les difficultés à agir face au changement climatique sont évidemment liées.

Vous observez une montée du déni climatique ?

On n'est pas dans la même situation qu'aux États-Unis avec un déni climatique brutal et assumé, en France, c'est plus insidieux. On assiste tout de même à une montée en puissance de groupes qui font en sorte de saper toute action climatique. Cela passe d'abord par la désinformation, celle-ci ne s'exprime pas uniquement sur les réseaux sociaux ou des chaînes télévisées de groupes privés, on a vu des exemples lors de débats parlementaires.

En février, lors d'un débat sur la [loi Duplomb](#) [qui prévoyait notamment de réautoriser des pesticides interdits], des sénateurs avaient proposé de reconnaître dans la loi le besoin de mobiliser les compétences scientifiques pour réduire l'empreinte carbone du monde agricole, pas seulement pour l'adapter aux conséquences du dérèglement climatique. Cela a été rejeté sous prétexte que cela stigmatisait le monde agricole. C'est pourtant le deuxième secteur le plus émetteur derrière les transports. Ce refus illustre une forme de déni face au rôle de l'agriculture dans la crise climatique.

À côté de la désinformation, certains groupes font tout pour paralyser la vie démocratique en polarisant le débat : pour ou contre le nucléaire ? Pour ou contre la climatisation ? Pour ou contre les éoliennes ? Cette stratégie, en n'apportant que des réponses simplistes, empêche tout débat de fond.

Malgré le sombre tableau que vous venez de dresser, croyez-vous encore au sursaut ?

Oui, la situation est grave, tant sur le plan climatique que démocratique. La seule chose positive que je retiens de cet été est [l'avis rendu par la Cour internationale de justice](#). Les juges ont estimé que le changement climatique est « *une menace urgente et existentielle* » et que tous les États ont l'obligation de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre pour garantir les droits fondamentaux, comme le droit à la santé, à l'eau et à l'alimentation. C'est historique, j'espère que cela va renforcer le cadre juridique de l'action pour le climat.

Pour ce qui est de la France, j'espère aussi que les élections municipales de mars 2026 seront l'occasion d'avoir de véritables échanges et réflexions sur les sujets d'adaptation. Qu'il s'agisse des bâtiments, des mobilités, de la gestion de l'eau... ces questions sont très importantes à l'échelle des villes.



Gaza : ma survie sous les bombes, la souffrance, la famine, la solidarité internationale, la langue française et la lutte non violente

Le témoignage de Ziad Medoukh : un impensable de la souffrance humaine qui forge notre conscience, qu'il nous faut regarder en face pour maintenir notre capacité de résistance.

Nous sommes fin août 2025. Bientôt deux ans de souffrance, d'agressions horribles.

J'ai bientôt 60 ans et j'ai toujours vécu à Gaza. J'ai vécu toutes les offensives, les agressions, mais je n'ai jamais vu une situation pareille où se côtoient insécurité, bombardements intensifs, peur et, surtout, la famine.

J'ai l'habitude des bombes, j'ai vu des gens mourir, j'ai vu l'horreur des déplacements, j'ai vécu la peur, la disparition de la famille, des amis, des proches.

La famine donne un sentiment d'impuissance, tu ne peux rien faire. Avec les bombardements, tu peux te déplacer, s'il y a des blessés, essayer de leur trouver des soins, mais avec la famine, tu es là, tu ne peux rien faire, tu vois la tristesse dans les yeux de tes enfants, dans les yeux de tes voisins, tu es impuissant.

Entre 2009 et 2021, lors de différentes agressions terribles contre la bande de Gaza, nous avons connu la pénurie, le manque de stock et la fermeture des passages, mais cela n'a rien à voir avec la famine dramatique que l'on vit aujourd'hui à Gaza.

Nous avons traversé deux périodes de famine critiques pendant cette longue offensive horrible : en février 2024, où ma famille et moi avons mangé de l'herbe, je n'ai pas honte de le dire et les trois dernières semaines de juillet 2025, semaines de pénurie totale pendant lesquelles on ne trouvait absolument rien, c'était terrible.

En juillet et août, au moins 332 Palestiniens de Gaza sont morts de faim et de la malnutrition, dont 125 enfants de moins de 14 ans.

[Les largages aériens d'aide humanitaire](#) mis en place par plusieurs pays fin juillet dernier sont insuffisants, car chaque avion ne largue que cinquante colis au maximum. Ils sont inefficaces. Soit ils tombent dans la mer et les cargaisons sont abîmées, soit ils tombent sur les toits [ou bien sur des personnes](#). Depuis le début des parachutages, il y a eu quatre morts et 37 blessés. La seule solution est d'ouvrir les passages terrestres.

Les autorités d'occupation ont permis à quelques commerçants de Gaza mi-août d'importer certains aliments. Il y a une amélioration et la présence de nouveaux produits malgré le fait que les prix restent élevés.

Gaza craint le pire

Nous ne sommes pas indifférents à la décision du cabinet d'occuper entièrement toute la bande de Gaza, mais nous avons une priorité : simplement survivre. Qu'est-ce que cette armée va faire de plus ? Elle occupe déjà 75 % du territoire, mène des incursions militaires, bombarde, tue, détruit. Il ne reste plus rien. Alors, cette décision ne brisera pas la résilience de notre peuple, toujours présent, en attente d'une solution politique. Même si Gaza craint le pire avec ces menaces.

Parler de moi, de mon vécu, c'est difficile

Il est difficile pour moi de raconter, de décrire mon vécu. Souvent, je n'ai pas le moral, je suis dégouté, épuisé, quelquefois un peu découragé parce que ça dure depuis 23 mois et que les choses n'avancent pas, mais heureusement je ne suis jamais désespéré.

Malgré notre patience, notre résilience, notre volonté, malgré l'ampleur de la solidarité internationale, ça n'avance pas. Je pourrais écrire des pages et des pages, des livres entiers, il me serait impossible de décrire la réalité sur place, elle est indicible. On supporte l'insupportable.

Je vais tout de même essayer de parler de mon vécu.

Comme tous les Palestiniens de Gaza, on a une nouvelle vision de vie maintenant, entre nostalgie et rêve. Nostalgie, c'est avant le 7 octobre 2023. À cette époque, malgré les conséquences économiques, sociales et psychologiques dues au blocus et à la fermeture des passages, au moins, il y avait une vie. On se réunissait pour faire la fête, pour célébrer des mariages, on trouvait des cafés, des restaurants et des magasins ouverts même si l'approvisionnement était difficile ; on pouvait aller se baigner à la mer, rendre visite à sa famille, se promener, les universités étaient ouvertes, les enfants allaient à l'école.

Souvent ces derniers temps, avec mes enfants et les amis, on regarde des photos et des vidéos de cette période de nostalgie, les fêtes, les étals des marchés, l'animation de la ville.

Après la nostalgie, il y a le rêve. Le rêve, c'est l'avenir, le changement politique, la reconstruction, c'est trouver un travail pour nos enfants.

Et, entre nostalgie et rêve, c'est le cauchemar.

C'est ce que nous sommes en train de vivre depuis 23 mois, une période dont on ne parle pas entre nous, qu'on veut oublier, effacer de notre vie et de nos mémoires.

Ma vie quotidienne

Ma vie a été complètement bouleversée, passant d'une mission scientifique, éducative, et associative, à une mission de survie au quotidien.

Comme pour tous les Palestiniens, le quotidien est devenu très difficile. Il consiste à chercher à manger, de l'eau potable, du bois pour le feu, un endroit pour recharger les portables et les lampes. C'est compliqué, il n'y a pas de visite familiale, pas vraiment de solidarité familiale et sociale. On est de plus en plus enfermés et je me sens inutile.

Bien qu'épuisé et dégoûté, je continue d'essayer d'aider les jeunes. Je ressens un sentiment d'inutilité, de perte de temps. Je continue mon travail d'écriture, je témoigne, je fais des poèmes et même si je pleure parfois, seul, le soir, je garde espoir, c'est le seul point positif.

J'essaie de remonter le moral à mon entourage, je suis un exemple pour les jeunes et je dois être fort.

Je tente d'être toujours actif dans la société, mais ça n'est pas toujours évident, notamment avec la famine qui s'est installée dans la ville de Gaza. J'ai un sentiment d'impuissance horrible par rapport à ma famille.

Tout est introuvable, tout est hors de prix.

Le soir, je dors quelques heures entre 22 et 01h. du matin.

Ensuite, je me relève et reste debout trois ou quatre heures pour écrire, composer des poèmes, répondre au courrier. Tout le monde dort.

Est-ce je choisis ces heures-là pour être tranquille (bien que les bombardements et le passage des drones continuent nuit et jour), ou psychologiquement pour éviter d'avoir des contacts avec les autres et de me sentir impuissant parce que je n'ai pas de réponses à donner à leurs demandes

Que répondre à un de mes enfants quand il me dit que la batterie de son portable ne fonctionne plus, je ne peux rien y faire... comment l'aider s'il m'explique qu'il a besoin de nouvelles chaussures alors qu'on ne trouve absolument rien à Gaza ?

J'essaie de m'adapter à un contexte très difficile auquel s'ajoutent les bombes, l'insécurité, la peur et l'absence de perspective.

Rester à Gaza ou partir ?

Suite à ma lettre du 24 juillet 2024 dans laquelle j'ai laissé paraître une profonde détresse, j'ai reçu énormément de réactions d'amis et de solidaires qui me suivent sur les réseaux. Tout le monde voulait m'aider et me demandait comment m'envoyer de l'argent.

J'ai aussi reçu des propositions d'hébergement en France, en Suisse, en Belgique et dans d'autres pays pour le cas où j'aurais la possibilité de quitter Gaza.

J'ai beaucoup d'amis et de solidaires qui me suivent sur les réseaux. Ils sont inquiets de voir que j'ai maigri et que je suis affaibli.

Depuis le début de l'offensive, je n'ai jamais accepté de quitter Gaza, même pour aller dans le sud de la bande où on nous disait en sécurité.

Je ne veux pas abandonner Gaza. Je ne peux pas laisser derrière moi des familles, des jeunes, des enfants qui comptent sur moi. J'ai une responsabilité morale.

C'est dans ces moments-là que tu dois appliquer tes principes et tes convictions.

C'est en tous cas ma vision des choses. Même si beaucoup de mes amis m'accusent d'être très têtu, quand ils savent que je suis le dernier à quitter l'immeuble ou le quartier quand les chars arrivent.

En dehors de tout cela, je ne veux pas participer à une nouvelle Nakba. Je ne suis pas le seul, des centaines de milliers de personnes ont fait le même choix.

Peut-être que si on me donnait l'opportunité d'aller temporairement en France, par exemple, pour donner des cours et effectuer des recherches dans des universités dans le cadre d'un programme d'échange scientifique et universitaire comme le Programme Pause, animer des conférences ou pour des soins, je réfléchirais à cette possibilité, tout en continuant d'affirmer que je ne demanderai jamais l'asile politique même si on m'en fait la proposition.

Je sais qu'ici à Gaza on risque notre vie et on survit dans des conditions inhumaines, mais j'ai des principes. J'ai un pays qui s'appelle la Palestine et j'ai ma ville natale qui s'appelle Gaza. Je ne quitterai jamais définitivement Gaza même si cette décision me fait de la peine par rapport à mes enfants et ma famille. Je pense notamment à ma femme Ghada qui fait un travail remarquable dans l'immeuble où nous sommes réfugiés avec une quarantaine d'autres personnes, non seulement par rapport aux tâches quotidiennes imposées par la situation actuelle (bombardements incessants, famine), mais également par l'éducation des enfants, l'entraide, la patience, l'adaptation. J'apprécie son courage et sa détermination.

Ma vie a été bouleversée pendant cette agression horrible, notre maison a été détruite totalement et j'ai tout perdu.

J'ai aussi de la peine pour mes enfants. Mes deux fils aînés : Mohamed et Hassan, âgés de 27 et 25 ans, sont diplômés depuis 2023, mais n'ont toujours pas trouvé de travail.

Quelquefois, ils n'ont même pas 10 centimes en poche ; auparavant, ils pouvaient faire des petits boulots et gagner un peu d'argent, aujourd'hui, ils n'ont pas d'activités, ils sont tout le temps à la maison ; ils ne peuvent plus faire de sport, sortir avec des amis, aller à la plage. C'est le cas aussi pour mes trois autres garçons, Ahmed, Abdallah et Tarek, âgés de 20, 16 et 14 ans, bien qu'ils suivent des cours virtuellement et fréquentent les centres éducatifs, mais pour eux comme pour tous les enfants à Gaza, vivre ici, c'est la souffrance au quotidien.

Si je réfléchis à quitter Gaza pour une courte période, ce n'est que pour ma famille afin de souffler un peu après ces deux ans de souffrance et de malheur.

Des amis français et suisses me proposent de m'héberger, ma famille et moi, et je les remercie de leur proposition, de leur accueil et de leur soutien.

Ce qui calme ma colère

Les deux choses qui me soulagent et calment ma colère dans cet enfer, dans cette horreur absolue, ce sont les sourires des enfants et la solidarité internationale.

Je rencontre beaucoup d'enfants dans les centres éducatifs. Quand je leur distribue des petits cadeaux, leur amène des contes, quand j'organise avec des jeunes des activités d'animation pédagogiques pour eux, leurs sourires m'impressionnent et me rendent optimiste. Malgré la vie très difficile et leurs nouvelles tâches, ces enfants très courageux continuent de sourire et de fréquenter des centres éducatifs. Ils continuent de vivre et de croire en la vie. Ils dessinent, ils étudient, ils gardent espoir. Mon optimisme s'inspire d'eux.

La deuxième chose qui m'aide c'est la magnifique solidarité internationale, francophone notamment.

Je suis fier de ce réseau d'amis qui m'envoient chaque jour des dizaines de messages et calment ma colère lors des échanges que j'ai avec eux. Je les en remercie.

Suite à ma lettre du 24 juillet, j'ai eu une quantité de propositions d'aides financières venant de beaucoup de pays. Je n'oublie pas ces personnes magnifiques qui avaient cherché des associations et des activistes susceptibles de me venir en aide à Gaza. et ça m'a dépanné pendant quelques jours. Et des autres qui ont cherché des associations pour verser des dons pour les familles démunies de Gaza

Je ne peux pas nommer toutes les personnes et les associations que mon message a fait réagir. Je leur en suis infiniment reconnaissant.

Suite à cette lettre, j'ai passé une semaine à répondre aux personnes qui voulaient m'aider. J'étais épuisé d'essayer de leur expliquer la situation à Gaza en ce qui concerne l'envoi d'argent !

Si on m'envoie la somme de 100 euros, 50 % sont prélevés par les agences financières pour leurs frais. Ensuite, des marchands malhonnêtes et profiteurs en prélèvent une autre part et, d'intermédiaire en intermédiaire, je recevrai, si tout va bien, 10 euros.

Beaucoup d'amis et de solidaires ont essayé, malgré tout, de. Même si cela n'a pas souvent abouti, leur générosité m'a touché et je les remercie du fond du cœur.

Je me sens très privilégié par rapport aux autres Palestiniens de Gaza.

J'ai un grand réseau de solidaires partout dans le monde. C'est un grand soutien psychologique pour moi.

Mes amis m'écrivent, me téléphonent, me soulagent.

Ce réseau est un trésor pour moi.

Non-violent et pacifiste.

Mon rapport avec la politique.

Des amis me demandent si je suis toujours non-violent. Oui, je suis un simple citoyen palestinien, pacifiste et non violent et je le resterai.

Je veux préciser que je n'aime pas les partis politiques. Depuis longtemps, c'est ma nature. Je ne les aime pas, pas seulement en Palestine, je ne les aime pas partout.

En Palestine je pense que les partis n'étaient pas à la hauteur. Malgré leur mobilisation, ils n'ont pas réalisé les espérances du peuple palestinien.

La preuve c'est que depuis presque deux ans, depuis le 7 octobre 2023, on est abandonnés. Ce sont les commerçants profiteurs, qui gèrent la vie à Gaza. Il n'y a pas ni gouvernement, ni autorité, ni partis politiques.

Je fais partie de la société civile. Je suis un simple citoyen palestinien, professeur à l'université. J'ai opté depuis longtemps pour la lutte non violente par l'éducation, par l'attachement à la terre, par la résilience, et je serai toujours pacifique. C'est mon choix, ce sont mes principes, mes convictions, malgré l'horreur absolue, malgré la perte de beaucoup de membres de ma famille, malgré la destruction complète de ma maison. Des gens me disent : « Ziad, tu as tout perdu, viens en France ! »

Je suis pour la paix dans la justice, pour la lutte non violente contre l'apartheid et la colonisation, contre l'occupation et l'agression. Contre la violence.

Mais je suis très attaché à Gaza, et très attaché à mes principes.

J'apprécie la mobilisation des pacifistes israéliens qui, malgré le danger, continuent de soutenir la population de Gaza. Et qui continuent leur engagement pour la paix.

Je n'ai pas de haine.

Les trois éléments qui m'éloignent de la haine, qui m'aident à garder mon sang-froid et ma patience : premièrement, mes principes humains et humanistes qui m'aident à garder la haine loin de moi (je suis très fier d'être non violent malgré la violence autour de moi) ; deuxièmement, la solidarité internationale ; enfin, c'est la langue française.

Oui, la langue française. La langue française n'est pas seulement, comme je l'ai écrit dans un de mes poèmes, une langue de paix et d'espoir, elle est devenue aujourd'hui une langue de protection.

La langue française, langue de protection pour moi

J'écris en français, je réfléchis en français, je témoigne en français, j'échange en français, je partage sur les réseaux en français, je donne des entretiens et des interviews en français – 98 % des temps d'échange que j'ai sont en français, c'est rare que je donne des entretiens en arabe. La langue française est une langue magnifique, très jolie, vivante, passionnante, une langue d'espoir, de culture, d'amour, une langue universelle, mais surtout, elle m'éloigne de la haine. C'est une source de protection, d'espoir, et moi, sans espoir, je ne peux pas vivre.

Voilà une idée de ma vie personnelle, la détresse, la souffrance et la famine, il y a la douleur, il y a le malheur, mais également la vie et la survie au quotidien. Je continue de vivre et je garde espoir.

J'adore la vie, et en même temps, je n'ai pas peur de la mort, à Gaza tu peux mourir à n'importe quel moment, tu peux mourir d'une bombe, d'un missile, de la faim, de la peur ou de l'oppression.

À l'intérieur je souffre, mais je suis très fier d'être Ziad, d'être Palestinien de Gaza (je n'aime pas le mot Gazaoui, je préfère Palestinien de Gaza parce que Gaza fait partie de la Palestine), je suis très fier d'être pacifiste, non-violent, francophone et écrivain d'expression française.

Je vis un quotidien infernal, mais la beauté de mon âme m'éloigne de la haine et m'aide à tenir bon et, surtout, à garder espoir.

Vive l'espoir même à Gaza la dévastée !

Vive la solidarité !

